



Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240626-2024-06-32-AI
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.5

N° : 2024-06-32

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE, LE 18 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 juin 2024

Date d'affichage :

12 juin 2024

VOTE :

Pour : 19

Contre : 14

N. RIBEMONT
A. ACOCA
P. BIZOUERNE
N. CUADRADO
P. DJOSSOUVI
S. LADISA (Pvr C. RAOULT)
M. NUGUES
D. PEREIRA
C. RAOULT
N. RONDEPIERRE
N. SULPIS
D. BELOT
L. TCHARLAIAN
PM. SALLE

Abstentions : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER – Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Lydia TCHARLAIAN, Bernard CACACE, Didier BELOT, Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Marc LAMBLIN (pouvoir à Michel BARRIERE), Fabienne GUENOUX (pouvoir à Chantal RATEAU), Gilbert MINELLI (pouvoir à Bernard CACACE), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Olivier BELLATON (pouvoir Jean-Michel GENESTIER).

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN.

Objet :

APPROBATION DU PRINCIPE DE RECOURS AU MODE DE GESTION DE L'EXPLOITATION DU STATIONNEMENT SUR LA VILLE DU RAINCY

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

L'offre de stationnement sur la Ville du Raincy s'articule autour de deux types de stationnements :

- ✓ Le parking souterrain au 14 avenue de la Résistance géré par un prestataire,
- ✓ 700 places de stationnement payantes sur voirie

Le contrôle de stationnement sur voirie est aujourd'hui réalisé par les ASVP de la Ville.
Le marché de gestion du parking souterrain arrivera à échéance en décembre 2024.

La Ville a lancé depuis plusieurs mois, une réflexion sur sa politique de stationnement, ses améliorations et son mode de gestion.

La collectivité est libre de décider du mode de gestion, la loi n'imposant aucun mode particulier.

Au vu de l'avancée des réflexions, le principe de concession est envisagé. Cependant, la Ville s'autorise à changer de mode de gestion si celui-ci était plus avantageux. Si tel est le cas, le Conseil municipal prendra position.

La concession de travaux publics et de service public reste une délégation de service public mais permet la prise en charge par le concessionnaire non seulement des frais d'exploitation et d'entretien courant mais également des investissements importants. Le concessionnaire se rémunère directement auprès des usagers.

Dans ce type de contrat la collectivité délégante est dégagée de toute charge d'investissement, sauf contribution nécessaire au regard de leur importance. En contrepartie, elle doit accepter la durée de concession généralement plus longue que la DSP.

Les collectivités ont recours à ce type de contrat dans les services pour lesquels les infrastructures sont à construire ou nécessitent une restructuration importante et proche de la reconstruction.

Le périmètre de délégation pourrait ainsi prendre en charge le stationnement payant de surface, le stationnement souterrain du parking 14 avenue de la Résistance et tout ajout supplémentaire de stationnement.

Pour le stationnement souterrain, elle intégrera aussi les éléments suivants :

- Réalisation des travaux à la réhabilitation et à l'exploitation du parking si nécessaire
- Reprise des dépenses réalisées par la Ville sur tout ou partie en fonction de l'équilibre de la concession
- Gestion du parking au quotidien comprenant :
 - o Le nettoyage et l'entretien courant
 - o La maintenance de l'ensemble des équipements de sécurité
 - o La maintenance et la collecte de l'ensemble des équipements de contrôle du parking
 - o Les visites de sécurités obligatoires
 - o La commercialisation des produits horaires ou d'abonnement
 - o La télégestion
 - o Le renseignement des usagers à certains horaires

La durée de la délégation sera fixée en fonction des négociations avec les candidats, de l'équilibre financier et des investissements entrants dans la délégation.

Les principes généraux d'équilibre économique de la convention envisagée reposent sur le principe de frais et risques du titulaire de la concession.

Les contrôles du délégataire se feront à tout moment sur demandes de pièces contractuelles financières, techniques et de rapports réguliers de manière à permettre aux services de s'assurer de la bonne exécution du service public.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1411-4 et suivants,

CONSIDERANT l'avis de la commission « Vie municipale » réunie le 12 juin 2024.

LE CONSEIL MUNICIPAL, A LA MAJORITE, PAR 19 VOIX POUR, 14 CONTRE (C. RAOULT, N. SULPIS, A. ACOCA, M. NUGUES, P. BIZOUERNE, S. LADISA (PVR C. RAOULT), N. RIBEMONT, D. PEREIRA, N. CUADRADO, N. RONDEPIERRE, P. DJOSSOUVI, L. TCHARLAIAN, D. BELOT, PM. SALLE) ET APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'APPROUVER le principe du recours à une délégation de service public par concession pour la gestion de l'exploitation du stationnement de surface et souterrain,

ARTICLE 2 : DE DIRE que le Maire réunira la commission consultative des services publics locaux pour les différentes étapes de la procédure,

ARTICLE 3 : D'AUTORISER le Maire à engager la procédure de publicité et de mise en concurrence prévue au Code de la commande publique.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

 **Jean-Michel GENESTIER**
Le Maire,

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240626-2024-06-32-AI
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024